

Annexe 2

Extrait Kbis de la société SAMOG
Arrêtés préfectoraux
Maîtrise foncière et accord propriétaire



N° de gestion 2000B80262

Extrait Kbis**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS**
à jour au 10 octobre 2022**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	351 840 970 R.C.S. Dieppe
<i>Date d'immatriculation</i>	01/01/2000
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	S A M O G
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée
<i>Capital social</i>	297 500,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	Cs 80078 Zone Industrielle-Rue du Manoir 76340 Blangy-sur-Bresle
<i>Activités principales</i>	Activités des sociétés de holding
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 30/06/2088
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES**Président**

<i>Dénomination</i>	LHOTELLIER SA
<i>Forme juridique</i>	Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
<i>Adresse</i>	Zone Industrielle Rue du Manoir 76340 Blangy-sur-Bresle
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	325 750 347 RCS Dieppe

Vice-président

<i>Nom, prénoms</i>	LEMESLE Jean-Philippe, René, Etienne
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 26/12/1983 à Fécamp (76)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	136 Avenue du Général Gallieni 76130 Mont-Saint-Aignan Industrie groupe

Vice-président

<i>Nom, prénoms</i>	SACAVIN Sébastien, Fernand, André
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 17/03/1978 à Vernon (27)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	7 Bis Rue Bazière 76130 Mont-Saint-Aignan Finance & Administration groupe

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	KPMG S.A
<i>Forme juridique</i>	Société anonyme
<i>Adresse</i>	2 Avenue Gambetta 92066 Paris La Défense Cedex
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	775 726 417 RCS Nanterre

SOCIÉTÉ RESULTANT D'UNE FUSION OU D'UNE SCISSION

<i>Mention n° 869 du 08/04/2013</i>	Augmentation de capital à compter du 31/12/2012 Ancien : 150000 EUR Nouveau : 275000 EUR Fusion - L236-1 à compter du 31/12/2012 : Personne(s) morale(s) ayant participé à l'opération :
-------------------------------------	--

Greffé du Tribunal de Commerce de Dieppe

54 RUE DU FAUBOURG DE LA BARRE

BP 70231

76204 DIEPPE CEDEX

N° de gestion 2000B80262

ETC, Société par actions simplifiée (SAS), Foraine de Quend 80120 QUEND
(RCS AMIENS (8002) 305 153 348)*- Mention n° 2791 du 30/12/2014*

Augmentation de capital à compter du 31/10/2014

Ancien : 275000 EUR

Nouveau : 297500 EUR

Fusion - L236-1 à compter du 31/10/2014 :

Personne(s) morale(s) ayant participé à l'opération : S C R - Société par
actions simplifiée - Chemin de Barre Mer 80550 Le Crotoy - RCS AMIENS
330 489 220**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL**

Adresse de l'établissement Cs 80078 Zone Industrielle-Rue du Manoir 76340 Blangy-sur-Bresle*Activité(s) exercée(s)* Exploitation de carrières, criblage, concassage de matériaux*Date de commencement d'activité* 01/01/2013*Origine du fonds ou de l'activité* Création*Mode d'exploitation* Exploitation directe**RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX AUTRES ETABLISSEMENTS DANS LE RESSORT**

Adresse de l'établissement Hameau du Bourbel Cd 49 76340 Nesle-Normandeuse*Activité(s) exercée(s)* Exploitation de carrières, concassage, criblage de tous matériaux, la
production par recombinaison de matériaux élaborés à destination des usages
du bâtiment et des travaux publics, les travaux publics et privés, la location
de matériel et engins de génie civil, tous travaux*Date de commencement d'activité* 01/07/1989*Origine du fonds ou de l'activité* Création*Mode d'exploitation* Exploitation directe*Adresse de l'établissement* le Mont Louvet Lieu-Dit les Bruyères 76220 Cuy-Saint-Fiacre*Activité(s) exercée(s)* Exploitation de carrières, extraction et production de matériaux*Date de commencement d'activité* 01/03/2016*Origine du fonds ou de l'activité* Création*Mode d'exploitation* Exploitation directe**IMMATRICULATION HORS RESSORT**

*R.C.S. Amiens***OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

*- Mention du 01/01/2009*En application du décret n° 2008-146 en date du 15 février 2008, modifiant
le siège et le ressort des tribunaux de commerce, l'ensemble des dossiers
inscrits au registre du commerce et des sociétés du greffe du tribunal de
commerce de Neufchatel-en-Bray ainsi que les dossiers d'inscriptions de
sûretés et privilèges ont été transférés au greffe du tribunal de commerce
de Dieppe. Cette modification prend effet au 1er janvier 2009. Le greffe de
Dieppe décline toute responsabilité sur toute mention ou inscription erronée
ou omise par le fait du greffe précédemment compétent.*- Mention n° 444 du 20/02/2015*Ouverture de l'établissement complémentaire situé Lieudit Mont du Gats
76440 Roncherolles-en-Bray à compter du 01/02/2015*- Mention*LE TRIBUNAL DE COMMERCE D'EU A ETE RATTACHE AU
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NEUFCHATEL EN BRAY PAR LE

Greffes du Tribunal de Commerce de Dieppe

54 RUE DU FAUBOURG DE LA BARRE

BP 70231

76204 DIEPPE CEDEX

N° de gestion 2000B80262

DECRET No 99-659 DU 30 JUILLET 1999 AVEC EFFET AU 1er
JANVIER 2000.

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT



PRÉFECTURE DE LA SEINE - MARITIME

ROUEN, le 18 MAI 2005

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES
Service de l'Environnement et du Cadre de Vie
Affaire suivie par : PREVOST Willy
Dossier n° 2003/0684

02 32 76 52 57 - WP/CHM

02 32 76 54 60

meil : Willy.PREVOST@seine-maritime.pref.gouv.fr

LE PREFET
De la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Objet : ENTREPRISE TERRASSEMENTS TRAVAUX PUBLICS A. RENEZ

CUY SAINT FIACRE

Autorisation d'exploiter une carrière de sable

VU :

Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.511.1 et suivants relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 codifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

La demande en date du 18 juin 2003, par laquelle l'ENTREPRISE TERRASSEMENTS TRAVAUX PUBLICS A. RENEZ, dont le siège social est sis 12, Route Nationale - 60430 WARLUIS, sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière de sable située sur le territoire de la commune de CUY SAINT FIACRE, aux lieux-dits "LES BRUYERES" et "LE MONT LOUVET",

Les plans et autres documents joints à cette demande,

L'arrêté préfectoral du 28 novembre 2003 annonçant l'ouverture d'une enquête publique d'un mois du 6 janvier 2004 au 6 février 2004 inclus, sur le projet susvisé, désignant M. Pierre BLOT comme commissaire enquêteur et prescrivant l'affichage dudit arrêté aux lieux habituels d'affichage des actes administratifs de la commune de CUY SAINT FIACRE, ainsi que dans le voisinage des installations projetées, et dans les communes situées dans le rayon d'affichage fixé par la nomenclature des installations classées,

Les certificats des maires des communes concernées constatant que cette publicité a été effectuée,

Le procès-verbal de l'enquête,

L'avis du commissaire enquêteur,

L'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

L'avis du délégué interservices de l'eau,

L'avis du directeur départemental de l'équipement,

L'avis du directeur, chef du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile,

L'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours,

L'avis du directeur régional de l'environnement,

L'avis du chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine,

L'avis du conservateur régional de l'archéologie,

Les délibérations des conseils municipaux des communes concernées,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 novembre 2004,

La délibération de la commission départementale des carrières en date du 17 décembre 2004,

Les lettres adressées au demandeur les 7 décembre 2004 et 30 mars 2005,

CONSIDERANT :

Que par demande en date du 13 juin 2003, l'ENTREPRISE TERRASSEMENTS TRAVAUX PUBLICS A. RENEZ, dont le siège social est sis 12, Route Nationale - 60430 WARLUIS, sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière de sable située sur le territoire de la commune de CUY SAINT FIACRE, aux lieux-dits "LES BRUYERES" et "LE MONT LOUVET",

Qu'au cours de l'instruction administrative et publique, les principales oppositions au projet reposent sur les problèmes liés à la circulation des poids lourds,

Que comme indiqué dans le dossier, aucun camion sortant du site ne se dirigera en direction de la D 16,

Que concernant le carrefour route départementale 915 avec route départementale 57, des travaux d'aménagement sont prévus au dossier (conformément de la voie d'évitement) et selon le souhait de la Direction Départementale de l'Équipement, ils seront complétés par la mise en place de panneaux indiquant la sortie de camions,

Que le chemin d'accès à la carrière et le carrefour avec la route départementale 57 seront quant à eux aménagés conformément aux dispositions avancées par la Direction Départementale des Infrastructures (DDI),

Que les prescriptions d'exploitation proposées par l'inspection des installations classées respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et qu'elles tiennent compte de l'ensemble des remarques exprimées,

Qu'aux termes de l'article L.512.1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral.

ARRETE

Article 1 : L'ENTREPRISE TERRASSEMENTS TRAVAUX PUBLICS A. RENEZ, dont le siège social est sis 12, Route Nationale - 60430 WARLUIS, est autorisée à exploiter une carrière de sables wealdiens sur le territoire de la commune de CUY SAINT FIACRE, aux lieux-dits "LES BRUYERES" et "LE MONT LOUVET".

Article 2 : La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions d'exploitation annexées au présent arrêté.

Article 3 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège se l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Article 4 : La carrière demeurera d'ailleurs soumise à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 5 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L.514.1 du Code de l'Environnement indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si la carrière n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée pendant deux années consécutives.

Article 6 : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra présenter aux services préfectoraux une demande d'autorisation dans les formes prévues à l'article 23.2 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration conformément à l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977 susvisé dans le délai de 6 mois au moins avant la date de cessation, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement.

Article 7 :

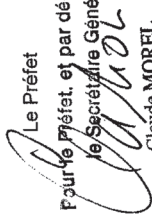
Conformément à l'article L.514.16 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déferée qu'au tribunal administratif de ROUEN. Pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois à compter du jour où ledit acte a été notifié.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, le délai est fixé à six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité, de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet, effectuée sous forme d'avis dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Article 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous préfet de DIEPPE, le maire de CUY SAINT FIACRE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de CUY SAINT FIACRE.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le Préfet
Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général

Claude MOREL

**Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral
en date du 18 MAI 2005**

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : **18 MAI 2005** :

ROUEN, le 18 MAI 2005
LE PREFET,

12, Route nationale
60430 WARLUIIS

Pour le Préfet, et par délégation,

(Signature)
le Secrétaire Général

Claude MOREL

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Installations autorisées :

La Société en Nom Propre TERRASSEMENTS – TRAVAUX PUBLICS – A. RENEZ, dont le siège social est situé 12, Route nationale à WARLUIIS, est autorisée à exploiter une carrière de sables wealdiens sur le territoire de la commune de CUY SAINT FIACRE, aux lieux-dits « Les Bruyères » et « Le Mont Louvet ».

Les activités autorisées relèvent des rubriques suivantes des installations classées pour la protection de l'environnement :

N°	Intitulé	A/D
2510.1.	Exploitation de carrière au sens de l'article 4 du Code Minier Terrains concernées : Commune de Cuy Saint Fiacre parcelles section C et numéros 161, 162, 163, 164 et 643.	A
TOTAL : 9 ha 01 a 24 ca		

1.2. Périmètre et durée de l'autorisation :

Conformément au plan parcellaire annexé au présent arrêté, l'autorisation d'exploitation porte sur les parcelles listées dans le tableau précédant représentant une superficie de **9 ha 01 a 24 ca**.

L'autorisation d'exploitation de la carrière est accordée pour une durée de **15 ans**, réaménagement compris, à compter de la date de notification du présent arrêté.

1.3. Droits des tiers :

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la mesure où l'exploitant est propriétaire du terrain ou a obtenu de celui-ci le droit de l'exploiter ou de l'utiliser.

1.4. Taxe unique :

La société est assujettie à la taxe générale sur les activités polluantes en application de l'article 266 sexies 1-8 du Code des Douanes.

1.5. Modification des conditions d'exploitation :

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

1.6. Réglementation :

1.6.1. Réglementation générale :

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable à cette exploitation.

1.6.2. Police des carrières :

L'exploitant est également tenu de respecter les dispositions prescrites par :

- les articles 87, 90 et 107 du code minier,
- le décret n°80-330 du 7 mai 1980 modifié relatif à la police des carrières,
- le décret n°80-331 du 7 mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives (RGIE).

2. AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES A L'EXPLOITATION

2.1. Affichage :

L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents :

- son identité,
- la référence de l'autorisation,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

2.2. Bornage :

L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.

Une borne de nivellement clairement identifiable, permettant à tout moment d'apprécier le niveau du fond de fouille, doit également être posée et sa cote évaluée.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

2.3. Suivi des eaux souterraines :

Des travaux visant à protéger et à surveiller la qualité des eaux souterraines pourront être effectués par le pétitionnaire sur demande **l'inspection des installations classées**.

2.4. Accès à la voirie :

Le trajet d'évacuation des matériaux est celui figurant sur le plan d'évacuation des matériaux annexé au présent arrêté.

L'accès à la voirie publique est aménagé, en accord avec le service gestionnaire compétent, de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Cet aménagement comprend notamment :

- la mise en place d'un enrobé sur la voie d'accès à la RD57,
- la mise en place d'une signalisation adaptée, en particulier des panneaux signalant la carrière et la sortie de camions dans les deux sens sur les RD915 et RD57,
- le confortement d'une voie d'évitement au niveau du carrefour RD915/RD57.

L'écoulement des eaux pluviales devra également faire l'objet d'aménagement afin d'éviter le ruissellement sur la chaussée.

Par ailleurs toutes dispositions sont prises afin de rendre possible l'accès des engins de secours à partir de la voie publique.

La contribution de l'exploitant à l'entretien et à la remise en état des voiries est réglée conformément à l'article L 138.8 du Code de la Voirie Routière.

2.5. Dérivation des eaux :

Un réseau de dérivation des eaux de ruissellement extérieures au site empêchant ces dernières d'atteindre les zones de cours d'exploitation est mis en place à la périphérie de ces zones.

Ce réseau sera constitué par un cordon de terres de découverte engazonnées associé à un fossé périphérique.

2.6. Directeur technique – Consignes – Prévention - Formation :

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter doit déclarer au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement :

- le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux,
- les entreprises extérieures éventuellement chargées de travaux et de tout ou partie de l'exploitation.

De manière générale, toute intervention d'entreprise extérieure sur le périmètre autorisé de la carrière doit être déclarée préalablement au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter rédige par ailleurs le document de sécurité et de santé, les consignes, fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité. Il élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes.

Il porte le document de sécurité et de santé, les consignes et dossiers de prescriptions à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des entreprises extérieures visées ci-dessus, les tient à jour, et réalise une analyse annuelle portant sur leur adéquation et sur leur bonne application par le personnel.

Une formation à l'embauche et une formation annuelle adaptées seront assurées à l'ensemble du personnel.

Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, la liste des participants, à ces actions et formations, sont tenus à la disposition de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

2.7. Déclaration de début d'exploitation :

La déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 suivis est envoyée en trois exemplaires au Préfet.

Elle ne peut être adressée que lorsque les travaux préliminaires mentionnés aux paragraphes 2.1., 2.2. et 2.4. à 2.6. ont été réalisés. Elle est accompagnée du document établissant la constitution des garanties financières, pris dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du premier février 1996.

3. CONDUITE DE L'EXPLOITATION

3.1. Patrimoine archéologique :

Aucune opération d'archéologie préventive n'ayant été prescrite au titre de la loi 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée par la loi 2003-707 du 1er août 2003 sur l'emprise de l'exploitation, la société exploitante n'est donc soumise à aucune contrainte relevant des procédures d'archéologie préventive à ce jour.

Cette situation ne signifie pas qu'aucun vestige archéologique n'est présent à l'intérieur des emprises de la carrière. Des découvertes restent envisageables. Au cas où de telles découvertes se produiraient lors des travaux de décapages ou d'extraction, leur traitement relèvera de la loi du 17 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques, et en particulier de son titre III relatif aux découvertes fortuites.

L'exploitant veillera à faciliter l'accès au terrain pour le personnel du service régional de l'Archéologie afin que celui-ci puisse effectuer tout contrôle nécessaire à l'identification éventuelle de vestiges archéologiques inconnus à ce jour.

3.2. Décapage :

Le décapage des terrains doit être limité au besoin des travaux d'exploitation et réalisé de manière sélective en deux passes, une pour l'horizon humifère, une pour l'horizon inférieur.

Le décapage de la découverte ne doit pas s'opérer sur sol détrempe. Le transport des terres par poussage doit être limité autant que possible.

L'horizon humifère et les stériles, représentant un volume total estimé de **140 000 m³**, sont stockés séparément ou utilisés immédiatement pour le réaménagement coordonné.

La surface recevant les terres de découverte doit être préalablement préparée de façon appropriée. Une pente générale de drainage supérieure à 0,5 % doit notamment lui être donnée.

La terre végétale est stockée sans compactage en merlons peu épais.

Si la durée de stockage des terres est supérieure à 6 mois, les merlons sont engazonnés immédiatement après la mise en dépôt.

Les travaux de défrichage de la végétation en place et la destruction de la mare sont réalisés en dehors des périodes de nidification des oiseaux et de reproduction des batraciens. Elles sont réalisées entre début septembre et fin avril, à l'exclusion des autres périodes.

3.3. Exploitation :

Sauf disposition contraire aux présentes prescriptions, l'exploitation est menée conformément au dossier de demande.

La production maximale autorisée est de **80 000 tonnes** et la quantité totale autorisée à extraire est de **864 000 tonnes**, soit un volume à extraire de **480 000 m³** environ. La production moyenne annuelle de la carrière est de **60 000 tonnes**.

Le gisement ne sera pas exploité sous la cote + **108 m NGF**.

Les fronts d'exploitation auront une pente maximale de **40°**.

L'extraction est réalisée en 3 phases de 5 années chacune, conformément au plan de passage d'exploitation annexé au présent arrêté.

L'exploitation de la carrière s'effectuera de **7 heures 30 à 17 heures, du lundi au vendredi**, hors jours fériés.

3.3.1 Limite des excavations :

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, à l'exception :

- de la limite sud de l'exploitation où cette distance est portée à 35 m, conformément aux plans annexés au présent arrêté,
- de la limite avec la carrière de la société ENTREPRISE PREVOST.

L'extraction des matériaux de la bande de terrain contiguë à l'exploitation de cette dernière société sera effectuée conformément à la convention signée entre les parties le XX/02/2005 et annexée au présent arrêté.

3.4. Registres et plans :

Un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation, **envoyé à l'inspection des installations classées**, est établi et mis à jour tous les ans, sur lequel sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotés d'altitude des points significatifs ;
- la position des ouvrages situés en surface et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan :

- les zones en cours d'exploitation,
- les zones exploitées et réaménagées,
- les zones exploitées en cours de réaménagement,
- les futures zones à exploiter.

4. REMISE EN ETAT

4.1. Plans :

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, conformément au plan de remise en état et au profil topographique du réaménagement qui sont annexés au présent arrêté.

4.2. Description :

Sauf disposition contraire aux présentes prescriptions, le réaménagement du site sera conforme au dossier de demande, en particulier tel qu'il est décrit aux pages 132 à 136 du chapitre V de l'étude d'impact.

Le réaménagement du site sera coordonné à la progression de l'extraction.

L'exploitation (y compris l'opération de décapage des terres) de la phase **3** ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase **1** est terminée.

Le réaménagement du site consistera notamment en la restitution d'une prairie mésophile. Une mare et une zone sableuse sèche seront également aménagées tandis qu'une haie arbustive arborescente sera créée en limite sud des terrains exploitables.

Les talus seront façonnés à une pente de 10° maximum.

L'exploitant n'apportera aucun matériau de remblai extérieur. Les stériles et les matériaux de découverte seront intégralement utilisés au bénéfice du réaménagement du site.

La terre de découverte sera régagée sur une hauteur minimale de 0,30 m.

5. GARANTIES FINANCIERES

5.1. Montant des garanties financières :

Pour la durée de l'autorisation, le **montant de référence C**, des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière est de :

- **74 363 euros** pour la 1^{ère} période quinquennale,
- **76 802 euros** pour la 2^{ème} période quinquennale,
- **71 304 euros** pour la 3^{ème} période quinquennale.

5.2. Actualisation et révision du montant des garanties financières :

L'indice TP01 de référence I_r est celui de **juin 2003**, soit **481,6**.

Le taux de TVA de référence TVA_r est celui applicable à la date de notification du présent arrêté.

Le montant des garanties financières doit être actualisé au moins tous les 5 ans selon la formule d'actualisation ci-après :

$$C_n = C_r * (I_n / I_r) * (1 + TVA_n) / (1 + TVA_r)$$

C_n étant le montant des garanties financières à provisionner à l'année n , I_n et TVA_n étant respectivement l'indice TPO1 et la TVA au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état nécessite une révision du **montant de référence** des garanties financières.

5.3. Garanties financières et fin de travaux :

L'exploitant adresse au Préfet et en trois exemplaires, **six mois** avant la date d'expiration de l'autorisation, une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation tel que décrit à l'article 3.4. des présentes prescriptions (accompagné de photos),
- le plan de remise en état définitif sur lequel figure le détail des actions de réaménagement et de mise en sécurité du site engagées,
- un mémoire sur l'état du site.

Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (repris à l'article L. 511-1 du code de l'environnement), et pouvant comporter notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site ;
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement ;
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

6. SECURITE

6.1. Sécurité du public :

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation du site avant le terme de l'exploitation.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

6.2. Risques :

Le site est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

7. PREVENTION DES POLLUTIONS

7.1. Généralités :

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments, installations, aires de stationnement, voies de circulation internes sont entretenus en permanence.

7.2. Eau :

7.2.1. Prévention des pollutions accidentelles :

Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

L'entretien des engins ne se fera pas sur le site.

Le stationnement des engins en dehors des périodes d'activité se fera sur une aire étanche.

Les engins sont équipés de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 pour 100 de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 pour 100 de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Aucun stockage d'hydrocarbures ou de lubrifiants ne sera réalisé sur le site.

7.2.2. Rejets :

Le pompage et le rejet d'eau de nappe sont interdits. En particulier, le rabattement de nappe est interdit.

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel (eaux de ruissellement de l'aire de ravitaillement notamment) respectent les prescriptions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- température inférieure à 30°C ;
- Matières en suspension totales (MEST) : concentration < 35 mg/l ;
- Demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) : concentration inférieure à 125 mg/l ;
- hydrocarbures totaux : HC < 10 mg/l.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Les points de rejet des eaux canalisées visées précédemment sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

Quant aux eaux usées domestiques, elles sont traitées conformément à la réglementation en vigueur et notamment à l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

L'exploitant doit prendre par ailleurs toute précaution pour éviter les pollutions accidentelles des eaux souterraines.

L'ensemble des prélèvements et analyses qui pourraient être demandés par l'inspection des installations classées est à la charge de l'exploitant.

7.3. Air :

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. En particulier, les pistes sont arrosées par temps sec.

7.4. Déchets :

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. **L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination.**

Les déchets sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envois, infiltrations ...). Tout brûlage à l'air libre est interdit.

La carrière et ses abords sont régulièrement entretenus.

7.5. Bruits :

Le site est exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidaire susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les bruits émis par la carrière ne doivent pas engendrer, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Cette émergence est mesurée conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Le niveau limite de bruit à ne pas dépasser en limite de la zone d'exploitation autorisée est de **70 dB(A)** pour la période de jour.

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite au moins toutes les **2** années, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989 doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article L 571-2 du Code de l'Environnement.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Pour les engins de chantier devant être équipés d'un dispositif avertisseur actionné automatiquement par l'enclenchement de la marche arrière, le recours à un système non sonore est souhaitable.

7.6. Paysages :

Un merlon planté de 3 m de hauteur minimum sera créé en limite sud des terrains exploitables. Ce merlon sera aménagé **sous 1 mois** à compter de la déclaration de début de travaux. Les plantations seront mises en place dès que possible. Les haies et massifs boisés existants à la périphérie du site seront maintenus en place.

7.7. Contrôles :

L'inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation, les frais étant à la charge de l'exploitant.

8. DISPOSITIONS DIVERSES

8.1 Commission Locale de Concertation et de Suivi :

A l'initiative de l'exploitant, une Commission Locale de Concertation et de Suivi du site est instituée. Cette commission se réunira, à l'initiative de l'exploitant, après 1 an d'exploitation et ensuite tous les 3 ans. Sa composition est, au minimum :

- un représentant de l'industriel exploitant;
- des représentants des élus locaux,
- des représentants des riverains et des associations locales,
- un représentant de la DRIRE,
- un représentant de la DIREN.

L'exploitant dresse un bilan exhaustif de l'état d'avancement du réaménagement à l'occasion de chaque réunion de la commission locale de concertation et de suivi.

La commission a pour objectifs d'assurer un échange d'informations continu et objectif entre ses participants.

La fréquence de la tenue des commissions pourra être revue par l'inspection des installations classées.

8.2. Déclarations des accidents et incidents :

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant doit notamment déclarer au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, tout accident du travail ayant donné lieu à une durée d'incapacité temporaire supérieure ou égale à 3 jours.

8.3. Sanctions :

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du Code de l'Environnement.

Par ailleurs,

- l'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en oeuvre des modalités prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement,
- le préfet fait appel aux garanties financières soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement, soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

9. Echéancier

9.1. Rappel des principales échéances :

Nature	§	Echéance
Affichage réglementaire à l'entrée de l'exploitation	2.1.	Avant la déclaration de début d'exploitation
Bornage du périmètre de l'autorisation de nivellement	2.2.	Avant la déclaration de début d'exploitation
Aménagement des accès et signalisation	2.4.	Avant la déclaration de début d'exploitation
Aménagement un réseau de dérivation des eaux de ruissellement	2.5.	Avant la déclaration de début d'exploitation
Déclaration des entreprises extérieures au DRIRE	2.6.	Avant toute intervention de l'entreprise sur le site <i>Les entreprises susceptibles d'intervenir dans l'année sur le site, et ce de manière régulière, peuvent faire l'objet d'une seule déclaration renouvelée tous les ans</i>
Elaboration d'un Dossier Sécurité	2.6.	Avant la déclaration de début d'exploitation
Déclaration du directeur technique au DRIRE	2.6.	Avant la déclaration de début d'exploitation
Réalisation et envoi à l'inspection des installations classées d'un plan à jour de l'exploitation	3.4.	Tous les ans <i>L'intervention d'un géomètre à l'occasion de chaque changement de phase d'exploitation est souhaitable (soit tous les 5 ans)</i>
Renouvellement et actualisation des garanties financières	5.2.	Tous les 5 ans, 6 mois avant l'échéance des garanties financières
Entretien et vérification des équipements de lutte contre l'incendie	6.2.	Tous les ans
Contrôle des niveaux sonores en limite d'exploitation	7.5.	A l'ouverture de la carrière puis tous les 2 ans
Réalisation d'un merron au sud du site	7.6.	1 mois à compter de la déclaration de début d'exploitation
Organisation d'une CLCS	8.1.	Après 1 an d'exploitation puis tous les 3 ans
Déclaration au DRIRE des accidents et incidents	8.2.	Adresser annuellement un récapitulatif des accidents survenus. En cas d'accident grave, en informer le DRIRE dans les meilleurs délais

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : **18 MAI 2005**
FOUQUEN, le : **18 MAI 2005**

LE PRÉFET,

pour le préfet, et par délégation,

le Secrétaire Général

Entre
Claude MOREL

La Société en Nom Propre TERRASSEMENTS – TRAVAUX PUBLICS – A. RENEZ, dont le siège social est situé 12, Route nationale 60430 WARLUIS, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de BEAUVAIS sous le numéro A 334 997 947, représentée par son dirigeant Alain RENEZ,

Et

La société ETABLISSEMENT PREVOST, dont le siège social est situé 14, Route de Gisors 60112 CRILLON, inscrite au Registre des Métiers de BEAUVAIS sous le numéro 324 574 813, représentée par son dirigeant Patrick PREVOST,

d'autre part,

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

Les sociétés RENEZ et PREVOST exploitent, en vertu d'arrêtés préfectoraux qui leur ont été respectivement délivrés le **18 MAI 2005** et le **18 MAI 2005**, différentes parcelles de terrains contiguës à usage de carrières sur la commune de CUY SAINT FIACRE.

Afin d'intégrer au mieux les différentes exploitations au paysage, le préfet, par son représentant, a demandé, lors de la commission départementale des carrières du 17 décembre 2004, que le mamelon disgracieux qui viendrait à résulter de l'exploitation contiguë de carrières par les sociétés RENEZ et PREVOST, du fait de l'application de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, soit supprimé dans la mesure du possible.

Pour mémoire, l'article 14 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 prévoit en effet que les bords des excavations des carrières à ciel ouvert soient tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation.

La suppression du mamelon nécessite l'exploitation de la zone mitoyenne entre les carrières des sociétés RENEZ et PREVOST. Cette zone correspond aux bandes de 10 mètres initialement non destinées à l'exploitation et situées de part et d'autre de la limite territoriale entre les deux exploitations de carrières.

Conformément à leur plan de phasage respectif, la société PREVOST exploitera dans les meilleurs délais une zone limitrophe à la parcelle 643 et située sur les parcelles 407 et 404, tandis que la société RENEZ n'exploitera que quelques années plus tard la zone située en vis à vis sur la parcelle 643.

Les sous-signés se sont rapprochés afin de définir ensemble les modalités d'exploitation de la zone mitoyenne entre leur exploitation, prenant en compte :

- le décalage dans l'échéancier des opérations d'extraction des deux sociétés et les risques pouvant affecter la stabilité des terrains que ces opérations peuvent générer,
- l'accord des autorités (mairie, DRIRE) sur l'harmonisation du fond de fouille sans talus séparatifs.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Un géomètre expert délimitera avec précision la limite de propriété entre la parcelle section C numéro 643 d'une part et les parcelles section C numéros 404 et 407 d'autre part.

Les sociétés RENEZ et PREVOST exploiteront **simultanément** leur bande de 10 mètres située en limite des parcelles susvisées.

- Cette exploitation ne pourra être entreprise que lorsque la société RENEZ aura a minima entamé la **phase 3** de son exploitation. Les deux exploitants s'entendront sur la période des travaux et feront part de leur décision à l'inspection des installations classées préalablement au commencement de ces travaux.
- L'exploitation s'effectuera de chaque côté par banquettes de 4 mètres maximum, jusqu'à la cote + **108 m NGF**.
- Pour l'exécution des travaux leur incombant respectivement, chacune des sociétés se conformera aux obligations légales et réglementaires et notamment celles qui seraient imposées par les administrations compétentes, de manière à ce qu'aucun recours ne puisse être exercé contre le titulaire de l'autorisation.
- L'exploitation de la zone mitoyenne entre les carrières des deux sociétés ne remet globalement pas en cause les mesures prévues en terme de réaménagement par ces sociétés dans leur dossier de demande d'autorisation respectif (plantations notamment).
- L'ensemble des dispositions ci-dessus sont soumises à la condition suspensive suivante :
 - Que les sociétés RENEZ et PREVOST détiennent toutes les autorisations nécessaires à l'exploitation des secteurs concernés.

Le dirigeant de la société TERRASSEMENTS – TRAVAUX PUBLICS – A. RENEZ

Nom : *René*
Prénom : *Alain*

Date et signature :

le 08-02-2005

Le dirigeant de la société ETABLISSEMENT PREVOST

Nom : *Prevost*
Prénom : *Patrick*

Date et signature :

le 22/02/05

Le maire de CUY SAINT FIACRE

Nom : *Morel*
Prénom : *Claude*

Date et signature :

le 22/02/05

L'inspecteur des installations classées

Nom : *Leplat*
Prénom : *Micolas*

Date et signature :

le 02/03/05



PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction de la coordination des
politiques de l'Etat

Bureau des Procédures Publiques

Affaire suivie par Mme Corine CATARINO

Tél. 02.32.76.53.86

Fax 02.32.76.54.60

Mél. Corine.catarino@seine-maritime.gouv.fr

Rouen, le 6 août 2015

Dossier n° 20150279

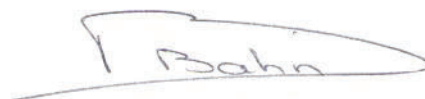
Monsieur le directeur,

A la date du 4 août 2015, je vous ai délivré un récépissé de déclaration concernant l'exploitation d'une installation de broyage, concassage, criblage de matériaux et d'une station de transit de produits minéraux ou de déchets inertes située à CUY SAINT FIACRE.

Je vous prie de trouver ci-joint, copie dudit récépissé.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le directeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour le préfet et par délégation
le chef de bureau de la
Coordination Interministérielle,



Brigitte BAHRI

Monsieur le directeur de la
Société SAMOG
Zone industrielle
Rue du Manoir
76340 BLANGY SUR BRESLE

PREFET DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES DE L'ETAT
Bureau des Procédures Publiques

Affaire suivie par Corine CATARINO
corine.catarino@seine-maritime.gouv.fr
☎ 02.32.76.53.86

INSTALLATIONS CLASSEES
SOUMISES A DECLARATION

Dossier n° 20150279

Récépissé de déclaration en date du 4 août 2015

Société SAMOG à CUY SAINT FIACRE

Installation de broyage, concassage, criblage de matériaux et d'une station de transit de produits minéraux ou de déchets inertes

Le préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime
commandeur de la Légion d'honneur

- Vu le code de l'environnement et notamment son livre V, articles R 512-47 à R 512-49 ;
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- le décret du 17 janvier 2013 du président de la République nommant M. Pierre-Henry MACCIONI préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté préfectoral n° 13-196 du 25 avril 2013 modifié portant délégation de signature à M. Eric MAIRE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- l'avis de l'inspection des installations classées en date du 30 juillet 2015 ;

CERTIFIE avoir reçu, en date du 15 juillet 2015, de la Société SAMOG dont le siège social est situé Zone Industrielle - Rue du Manoir 76340 BLANGY SUR BRESLE une déclaration relative à l'exploitation d'une installation de broyage, concassage, criblage de matériaux et d'une station de transit de produits minéraux ou de déchets inertes située à CUY SAINT FIACRE (rubriques 2515-1 et 2517-3)

L'aménagement et l'exploitation de cette installation devront être conformes aux prescriptions types n° 2515 et 2517 ci-annexées dont un exemplaire est déposé en mairie à la disposition de tout intéressé.

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de bureau de la
Coordination Interministérielle



Brigitte BAHRI

IMPORTANT : La délivrance du présent récépissé ne dispense pas son bénéficiaire de se conformer aux autres dispositions réglementaires éventuellement applicables à l'activité en cause.

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.



PREFET DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION REGIONALE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE
L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE NORMANDIE

Unité Départementale Rouen-Dieppe
Équipe Carrières-Déchets

Arrêté du 13 DEC. 2019 modifiant les conditions d'exploitation et de remise en état
d'une carrière de sables sise aux lieux-dits « Les Bruyères » et « Le Mont Louvet » à CUY-
SAINT-FIACRE

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de l'Ordre de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 19-154 du 13 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 27 août 2014 approuvant le schéma départemental des carrières de Seine-Maritime ;
- Vu les actes antérieurs et notamment l'arrêté d'autorisation du 18 mai 2005 autorisant la société TERRASSEMENT - TRAVAUX PULICS - A.RENEZ à exploiter une carrière de sables sur le territoire de la commune de CUY-SAINT-FIACRE (76220) aux lieux-dits « Les Bruyères » et « Le Mont Louvet » ;
- Vu l'arrêté du 30 juillet 2009 transférant l'autorisation accordée à la société TERRASSEMENT - TRAVAUX PULICS - A.RENEZ à la société SAMOG, dont le siège social est situé Zi, Rue du Manoir - CS80078 à Blangy sur Bresle (76340), afin de poursuivre l'exploitation de la carrière de sables aux lieux-dits « Les Bruyères » et « Le Mont Louvet » à CUY-SAINT-FIACRE (76220) ;
- Vu la demande de modification des conditions d'exploitation et de remise en état de ladite carrière transmise par la société SAMOG le 26 mars 2019 et complétée le 10 octobre 2019 ;
- Vu les plans et documents joints à cette demande ;
- Vu l'avis favorable du Service Ressources Naturelles de la DREAL du 8 novembre 2019 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 20 novembre 2019 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 21 novembre 2019 et sa réponse du 27 novembre 2019 ;

CONSIDÉRANT

- que la société SAMOG sollicite, par demande du 26 mars 2019 (complétée le 10 octobre 2019), une modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière de sables exploitée sur le territoire de la commune de CUY-SAINT-FIACRE aux lieux-dits « Les Bruyères » et « Le Mont Louvet », autorisée par arrêté préfectoral du 18 mai 2005 modifié ;
- que la demande susvisée porte sur la possibilité de :
 - modifier le phasage d'exploitation pour maintenir l'accès au site jusqu'à la fin de l'exploitation et de la remise en état finale, ainsi que dans le cadre des activités de négoce et de recyclage ;
 - modifier les conditions de remise en état en vue de :
 - o créer, en plus des aménagements prévus par l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, une mosaïque d'habitats (zone humide, mares, pelouse sableuse, ...) plus favorable à terme à la biodiversité ;
 - o et de remblayer la zone exploitée par apport de 55 000 m³ de matériaux extérieurs inertes (en plus des terres de découverte du site) afin d'être concordant avec les principes de réaménagement fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, via l'adoucissement des pentes périphériques et la sécurisation des fronts de tailles de l'extraction ;
 - prolonger la durée de l'autorisation de son site sis aux lieux-dits « Les Bruyères » et « Le Mont Louvet » à CUY-SAINT-FIACRE jusqu'à fin mai 2025 pour réaliser les travaux de remblaiement et de remise en état (soit pour une durée supplémentaire de 5 ans par rapport à la date d'échéance de l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 modifié) ;
- que la demande présentée est conforme aux orientations du schéma départemental des carrières approuvé le 27 août 2014 ;
- que cette demande de modification des conditions d'exploitation et de remise en état entraîne un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation en date du 18 juin 2003 ;
- que cette demande de modification des conditions d'exploitation et de remise en état n'est pas considérée comme une modification substantielle, et de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 ;
- qu'il convient, aux termes de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, de prendre acte de ces modifications par un arrêté de prescriptions complémentaires afin de prévenir les dangers et inconvénients visés à l'article L. 511-1 dudit code ;
- qu'aux termes de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- que les conditions d'exploitation et de réaménagement, telles que définies par les prescriptions ci-après, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de l'environnement ;
- que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

ARRÊTE

Article 1^{er} – La société SAMOG, dont le siège social est situé Zi, Rue du Manoir – CS80078 à BLANGY SUR BRESLE (76340), est tenue de respecter les prescriptions complémentaires visées ci-après pour l'exploitation et le réaménagement de la carrière de sables sise sur le territoire de la commune de CUY-SAINT-FIACRE (76220) aux lieux-dits « Les Bruyères » et « Le Mont Louvet ».

Article 2 – Délai

Le 2^{ème} paragraphe de l'article 1.2 « Périmètre et durée de l'autorisation » des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 modifié est remplacé par le paragraphe suivant :

« L'autorisation d'exploitation de la carrière est accordée pour une durée de 20 ans, réaménagement compris, à compter de la date de notification du présent arrêté. »

Article 3 – Exploitation

Le 5^{ème} paragraphe de l'article 3.3 « Exploitation » des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 modifié est remplacé par le paragraphe suivant :

« L'extraction est réalisée en 4 phases, conformément au plan annexé au présent arrêté. »

Article 4 – Phasage d'exploitation

Le plan de phasage d'exploitation annexé à l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 modifié est remplacé par le plan de phasage d'exploitation figurant en annexe I du présent arrêté.

Article 5 – Remise en état

Le chapitre 4 « Remise en état » des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 modifié est remplacé par le chapitre suivant :

4. Remise en état

4.1. Plans

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant et conformément au plan de remise en état annexé au présent arrêté.

4.2. Description

Les travaux de remise en état sont réalisés de façon coordonnée à l'avancement de l'extraction.

L'exploitation (y compris l'opération de décapage des terres) de la phase 3 ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase 1 est terminée.

Le réaménagement consiste aux aménagements écologiques et hydrauliques suivants :

- la restitution d'une prairie mésophile (par régalaie de la terre végétale propre à la carrière dans le respect de l'organisation pédologique des sols) ;
- l'aménagement d'une mare avec roselière et d'une zone sableuse sèche ;
- des talus façonnés ;
- la création de haies et lisières en bordure du site (sauf en limite de la carrière de la SARL du MONT LOUVET et au sud-ouest du site) ;
- le maintien du merlon paysager au sud-ouest du site ;
- un remblaiement de la zone exploitée à l'aide de remblais extérieurs inertes ainsi que des stériles et matériaux de découverte ;
- un adoucissement des pentes périphériques (à raison d'une pente de 2 pour 1 sur les flancs afin de garantir la mise en sécurité des fronts de taille laissés par les opérations d'extraction) ;
- la préservation de la zone de retenue d'eau au nord du site, avec aménagement en zone humide ;
- une gestion des eaux par paliers avec création de deux mares supplémentaires (pour une meilleure prise en compte de la topographie au nord et au sud du site et permettre l'infiltration des eaux de ruissellement).

L'exploitant privilégie une végétation sponianée dans le cadre des travaux de remise en prairie. Si besoin, un ensemencement d'espèces herbacées pourra être mené en prélevant ces espèces sur les secteurs déjà réaménagés du site. »

Article 6 – Conditions de remblaiement

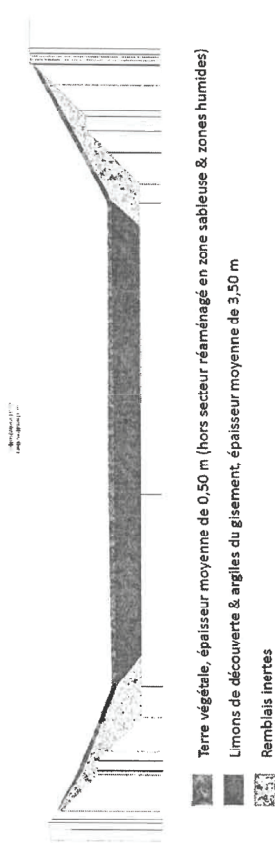
Le chapitre 4 « Remise en état » des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 modifié est complété comme suit :

4.3. Conditions de remblaiement de la carrière par des remblais inertes

L'exploitant est autorisé à accueillir 55 000 m³ de matériaux inertes d'origine extérieure (en provenance de chantiers de terrassement) sur son site afin de procéder aux seules fin du réaménagement prévu au chapitre 4.2.

Les matériaux inertes en provenance du chantier de FERRIERES-EN-BRAY sont acheminés par camions sur le site de la carrière via l'itinéraire défini avec la commune de CUY-SAINT-FIACRE, en empruntant les routes départementales RD 915 et RD 57 puis la voie d'accès interne au site. Pour les remblais en provenance des chantiers locaux, l'exploitant s'engage à sensibiliser clients et transporteurs pour acheminer les matériaux via la RD 915.

Le remblaiement des terrains est effectué jusqu'à la cote du terrain naturel sur le périmètre périphérique du site (hors limite avec la carrière voisine au Sud-Ouest) selon le profil topographique représenté sur le schéma ci-après (à raison d'une pente de 2 pour 1 sur les flancs) :



4.3.1. Document préalable d'admission

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets, et justifiant le caractère inerte. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité pourra être rempli par le producteur des déchets ou son représentant lors de la livraison des déchets.

4.3.2. Réception des déchets et mise en œuvre du remblaiement

Tout déchet admis pour remblaiement fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régalaie des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

Le déversement direct en fond de fouille de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

En particulier, avant remblaiement, les matériaux reçus doivent subir un examen visuel et un triage qui permette de déceler les éléments indésirables. Ces derniers sont évacués dans des installations dûment autorisées.

En cas d'acceptation des déchets, un accusé de réception est délivré à l'expéditeur des déchets. En cas de refus, le préfer est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets,...).

4.3.3. Revisite de suivi des déchets utilisés en remblaiement

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présent :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;
- l'origine, la nature et le code de la liste des déchets ;
- le volume (ou la masse) des déchets ;
- la destination des déchets (les terrains de la carrière sont quadrillés afin de déterminer où sont stockés les déchets recueillis) ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins toute la durée de l'exploitation (réaménagement compris) et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.3.4. Conditions d'admissibilité des déchets en remblaiement

Les apports extérieurs ne pourront être constitués de terres susceptibles d'être polluées et devront répondre aux caractéristiques de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Les matériaux de construction contenant de l'amiante sont notamment interdits en remblaiement.

En outre, les matériaux interdits sont les suivants :

- matériaux putrescibles (bois, papiers, cartons, déchets verts...) ;
- matières plastiques ;
- métaux.

La terre de décuverte doit être conservée pour la finalisation du réaménagement et être régallée uniquement sur les couches supérieures des remblais sur une hauteur minimale de 0,30 m.

4.3.5. Cas des déchets présentant une suspicion de contamination

En cas de présomption de contamination des déchets et avant leur livraison, ou si les diagnostics réalisés et l'analyse historique du site d'excavation de déchets utilisés pour le remblaiement montrent une pollution anthropique, le producteur des déchets effectue une **procédure d'acceptation préalable** afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'utiliser ces déchets pour le remblaiement de la carrière. La procédure d'acceptation préalable est également nécessaire en cas d'absence de données (analyse historique, diagnostics, mesures) sur le site d'excavation des déchets.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un **essai de lixiviation** pour les paramètres définis à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 (relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées) et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2. Seuls les déchets respectant strictement les critères définis en annexe II peuvent être admis en remblaiement.

Les déchets d'enrobés bitumineux font l'objet d'un test pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron. Les résultats de ce test seront indiqués sur le document préalable mentionné à l'article 4.3.1.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission. »

Article 7 – Plan de remise en état

Le plan de remise en état et le profil topographique du réaménagement annexés à l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 modifié sont supprimés et remplacés par le plan de réaménagement figurant en annexe 2 du présent arrêté.

Article 8 – Garanties financières

Le chapitre 5 « Garanties financières » des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 modifié est supprimé et remplacé par le chapitre suivant :

« **5. Garanties financières**

5.1. Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.1.

5.2. Montant des garanties financières

Les montants de référence des garanties financières fixés pour l'exploitation de la carrière sont indiqués dans le tableau ci-après. Ils sont évalués à l'aide de l'indice TP01 de juin 2019 égal à 728,6.

	Montant des garanties financières (en euros TTC)
Mai 2019 – Mai 2020	149 352
Mai 2020 – Mai 2025	164 755

5.3. Établissement des garanties financières

Au plus tard un mois après notification des présentes prescriptions, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

5.4. Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins **six mois** avant la date de déchéance du document prévu à l'article 5.3. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date de déchéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

5.5. Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

La formule d'actualisation du montant des garanties financières est la suivante :

$$C_n = C_0 * (I_n / I_0) * (1 + TVA_n) / (1 + TVA_0)$$

- C_n étant le montant des garanties financières à provisionner à l'année n , I_n et TVA_n étant respectivement l'indice TP01 et la TVA au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

- L'indice TP01 de référence I_0 est celui de juin 2019, soit 728,6.

- Le taux de TVA de référence TVA_0 est celui applicable à la date de notification du présent arrêté.

5.6. Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 1.6.1 du présent arrêté.

5.7. Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 514-1 de ce code. Conformément à l'article L. 514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

5.8. Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

5.9. Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation de l'installation nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral. »

Article 9 – Modification et cessation d'activité

L'article 1.5 « Modification des conditions d'exploitation » des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 modifié est remplacé par l'article suivant :

« 1.5. Modifications et cessation d'activité

1.5.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

1.5.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique des éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

1.5.3. Equipements abandonnés

Aucun équipement abandonné ne doit être maintenu dans l'installation. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.5.4. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement de l'installation visée sous l'article 1.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

1.5.5. Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

1.5.6. Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt **six mois au moins** avant celui-ci conformément aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 du code de l'environnement.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;

- des intrusions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant adresse également au préfet un dossier comprenant le plan à jour de l'exploitation (accompagné de photos), le plan de remise en état définitif sur lequel figure le détail des actions engagées de réaménagement et de mise en sécurité du site, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site (historique d'exploitation, de remblaiement, à l'aide de déchets inertes, réaménagement) afin de s'assurer que les dispositions du chapitre 8 des présentes prescriptions sont respectées.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les usages prévus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé le 18 juin 2003. »

Article 10 – Mesure de surveillance et d'éradication de toute espèce exotique envahissante

Le chapitre 4 « Remise en état » des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 modifié est complété comme suit :

4.4 Impact sur le milieu naturel

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et à limiter les impacts de son exploitation, l'exploitant met en place une mesure de surveillance et d'éradication de toute espèce exotique envahissante qui s'exprimerait suite à l'apport des matériaux extérieurs inertes (via notamment l'arrachage spécifique pour lutter contre leur éventuelle dissémination). »

Article 11 –

Une copie du présent arrêté sera conservée par l'exploitant, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation.

Article 12 –

La carrière est soumise à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 7 –

En cas d'infractions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté peut faire l'objet des sanctions prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents. Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cesse de produire effet si l'installation n'est pas exploitée pendant deux années consécutives.

Article 13 –

Au cas où la société est amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant présente aux services préfectoraux, une demande d'autorisation sous les formes prévues à l'article R.516-1 du code de l'environnement susvisé.

S'il est mis en terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration conformément aux articles R.512-39-1 et R.512-39-5 du code de l'environnement susvisé dans le délai de six mois au moins avant la date de cessation, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Article 14 – Délais et voies de recours

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de ROUEN :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte leur a été notifié ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des changements pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en maine dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R. 181-44 ; cette publication est réalisée par le représentant de l'État dans le département, dans un délai de quinze jours à compter de son adoption.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Article 15 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de CUY-SAINT-FIACRE et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de CUY-SAINT-FIACRE. Le maire fait connaître par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 16 – Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune de CUY-SAINT-FIACRE et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ROUEN, le

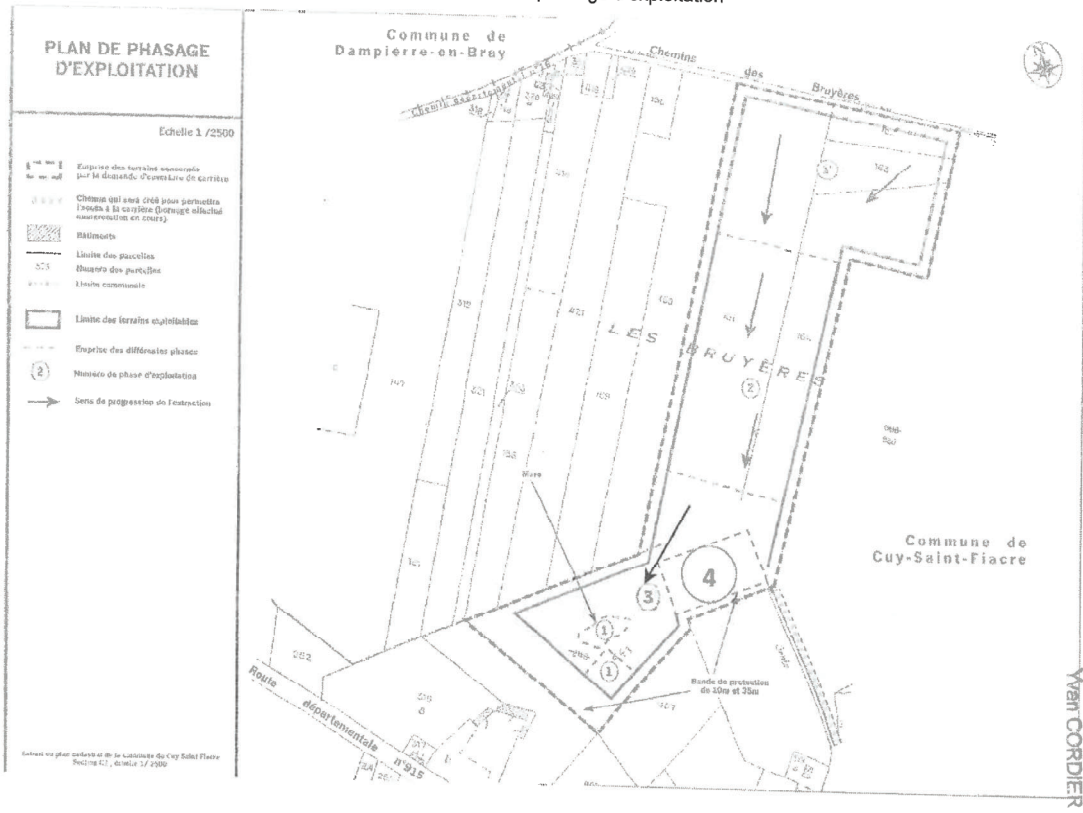
13 DEC. 2019

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation,
le secrétaire général



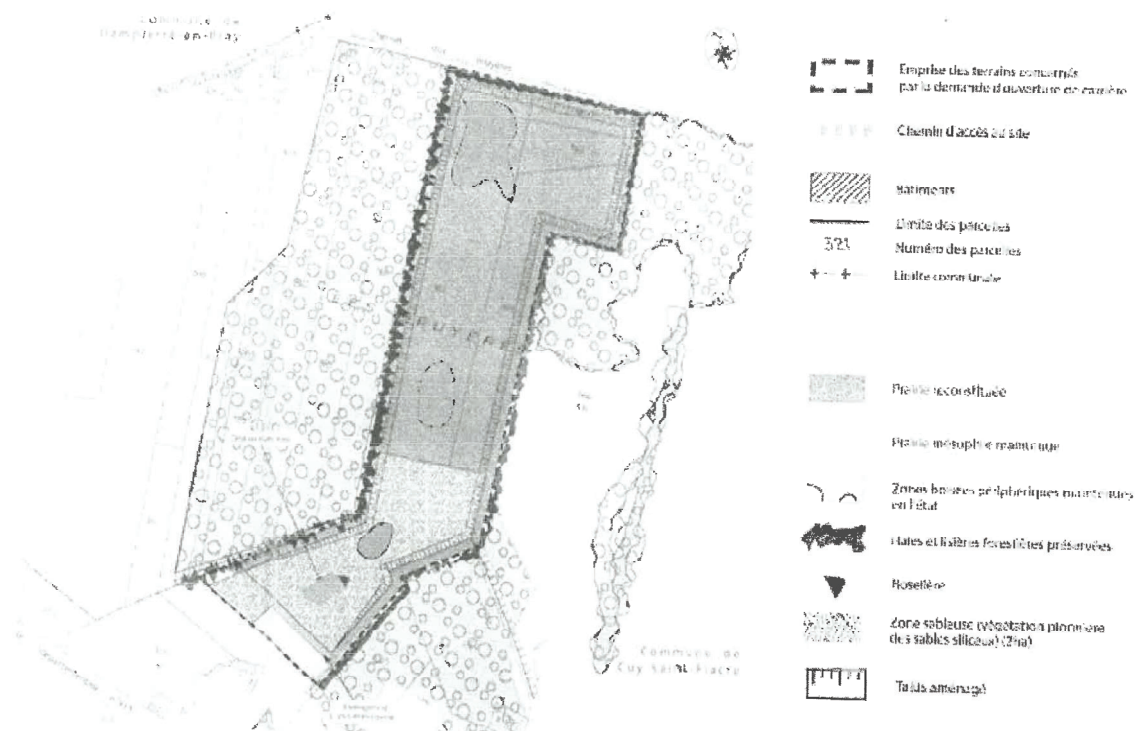
Yvan CORDIER

Annexe 1 : Plan de phasage d'exploitation



Vu pour être annexé
à mon arrêté en date
du : **13 DEC 2019**
Le Préfet
Pour le Préfet par délégation,
le secrétaire général

Annexe 2 : Plan de réaménagement de la carrière



Vu pour être annexé
à mon arrêté en date
du : 13 DEC 2019
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général

Yvan CORDIER

Madame Marie HINDIE

ATTESTATION

Je soussignée, Madame Marie Hindié, agissant en qualité de propriétaire des parcelles cadastrées section C 132, 808, 810 et 830 sur la commune de Cuy-Saint-Fiacre (76 220), atteste qu'un contrat de forage a été conclu avec la société SAMOG pour l'exploitation des dites parcelles.

Je confirme par la présente connaître la destination future du terrain objet de la demande.

Fait à Cuy-Saint-Fiacre,

Le 6/1/2022

Madame Marie Hindié

